Francis MESSNER (ed.), Public Funding of Religions in Europe

Farnham, Ashgate, coll. « Cultural diversity and law in association with RELIGARE », 2015, 320 p.

Katrin Langewiesche

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/34029>
DOI : 10.4000/assr.34029
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017
Pagination : 397-398
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Katrin Langewiesche, « Francis MESSNER (ed.), Public Funding of Religions in Europe », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 180 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 22 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/34029> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.34029>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Francis MESSNER (ed.), Public Funding of Religions in Europe

Farnham, Ashgate, coll. « Cultural diversity and law in association with RELIGARE », 2015, 320 p.

Katrin Langewiesche

RÉFÉRENCE

Francis MESSNER (ed.), Public Funding of Religions in Europe, Farnham, Ashgate, coll. « Cultural diversity and law in association with RELIGARE », 2015, 320 p.

- 1 Le financement public des activités et des institutions religieuses est en forte diminution dans l'ensemble de l'Europe. D'une part à cause d'une relative indifférence, voire d'animosité envers les religions traditionnelles et d'autre part à cause de nouveaux groupes, confessionnels ou non, qui réclament de nouvelles politiques concernant le financement public des religions. Tandis que le financement diminue, l'intérêt autant scientifique que politique pour les types de financements publics des activités religieuses augmente et devient un sujet d'actualité politique de plus en plus important dans nos sociétés contemporaines.
- 2 Les différents chapitres de ce livre collectif rappellent l'importance du contexte historique spécifique de chaque pays pour une analyse adéquate des systèmes de financement public des religions. Le financement des religions par l'État s'est développé progressivement depuis le XVI^e siècle en Europe comme un mécanisme de compensation pour la sécularisation des propriétés des églises par les états nationaux.
- 3 La première partie du livre rassemble des études de cas de différents pays européens (Pays-Bas, Belgique, France, Allemagne, Danemark, Italie, Royaume-Uni, Turquie) en tenant compte des éléments historiques et à la lumière du droit européen concernant le financement public des religions. Les deux derniers chapitres de la première partie proposent une réflexion théorique sur la place du financement public des religions dans la théorie économique. La deuxième partie analyse en quatre chapitres les

fondements doctrinaux du financement public dans les grandes traditions religieuses (les églises protestantes, l'église catholique romaine, l'islam, le judaïsme).

- 4 Quelques résultats généraux de cet ouvrage collectif issu du projet RELIGARE, financé par la commission européenne, sont résumés et mis en perspective dans la contribution de Jean-Marie Woehrling. Il relève le penchant des pays européens à la mise à l'épreuve des solutions existantes et à la forte demande d'adaptation de la réglementation aux changements du paysage religieux, à des situations économiques changeantes et à des nouvelles conceptions des principes de neutralité et d'égalité. Il souligne entre autres un glissement de l'argumentation du domaine politique vers le droit. La décision finale – le financement public des activités religieuses est-il légitime ou non ? – n'appartient plus aux institutions politiques (gouvernement et législateur), mais aux institutions juridiques (les cours constitutionnelles, la Cour européenne des droits de l'homme). Les principes légaux et juridiques sont considérés comme plus objectifs et rationnels – plus « neutres » – que les arguments avancés par les instances politiques. Les critères pour évaluer l'adéquation du financement public sont désormais les mêmes que pour toute autre activité sociale (non-discrimination, respect des droits individuels, principes démocratiques, non-violence, transparence, etc.) sans que l'on reconnaisse une spécificité des activités religieuses. L'auteur semble regretter cette « trivialisation de la profonde nature des activités religieuses » (p. 248).
- 5 Ce livre est un précieux outil de travail pour tous ceux qui s'intéressent aux relations entre l'État et les religions dans une perspective comparative européenne et juridique, au développement historique des méthodes de financement, aux droits, pratiques et discussions actuelles concernant le financement public par l'État comme par les autorités locales.